

Service de la Santé de la Protection Animale et de
l'Environnement
Rue Ferdinand Buisson
BP 40019 - 62022 Arras

Arras, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL BRIDAULT CHEVALIER

26 RUE DE L'EGLISE
62575 Heuringhem

Références : DDPP62 2024 05614
Code AIOT : 0007006313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement EARL BRIDAULT CHEVALIER implanté sur les parcelles ZD 34 , ZD 35 et ZD 36 62575 Heuringhem. L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL BRIDAULT CHEVALIER
- parcelles ZD 34 , ZD 35 et ZD 36 à Heuringhem
- Code AIOT : 0007006313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 29 mars 2013 pour un élevage porcin comprenant 313 reprod, 42 cochettes, 664 post-sevrage, 3360 porcs charcutiers. Elle est soumise à la Directive IED (+ 2000 porcs charcutiers).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammoniac élevage IED
- AN24 Prévention accident élevage
- Fertilisation
- IED-MTD
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Forage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 12-2	Demande d'action corrective	1 mois
27	Installations techniques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
30	Analyses des effluents produits	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 30	Demande d'action corrective	3 mois
31	Contrôle du forage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 32-2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
3	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
4	MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
5	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
6	MTD10 Émissions sonores	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
7	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
8	MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
9	MTD14 Émissions atmosphériques NH3, stockage effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
10	MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
11	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
12	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
13	Implantation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3	Sans objet
14	Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4	Sans objet
15	Capacité et répartition	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5	Sans objet
16	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 10	Sans objet
17	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 12-1	Sans objet
19	Eaux usées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 13	Sans objet
20	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 14	Sans objet
21	Stockage des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 15	Sans objet
22	Traitements des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 21	Sans objet
23	Mise à disposition de terres d'épandage	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 21-7	Sans objet
24	Nettoyage et désinfection	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 22-1	Sans objet
25	Lutte contre les nuisibles	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 22-1	Sans objet
26	Animaux morts	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
28	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 27-2	Sans objet
29	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 27-6	Sans objet
32	Déclaration annuelle des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 37	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été relevé lors de l'inspection de non conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 3
Prescription contrôlée : Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles + Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. + Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes. + Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.
Constats : Les porcs reçoivent une alimentation multiphase adapté à leur stade physiologique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production. Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase). + Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.
Constats : Les porcs reçoivent une alimentation multiphase adapté à leur stade physiologique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 5
Prescription contrôlée : Tenir un registre de la consommation d'eau. + Détecter et réparer les fuites d'eau. + Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). +Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.
Constats : Les consommations d'eau sont enregistrées. Le nettoyage des bâtiments est réalisé avec un laveur à haute pression. Les systèmes d'abreuvement sont adaptés à chaque catégorie de porcs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité. + Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement. +Utilisation d'un éclairage basse consommation.
Constats : L'éclairage des bâtiments est réalisé par des ampoules Led.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Maintenir une distance appropriée entre l'unité/ l'installation d'élevage et les zones sensibles.
Constats : L'installation est implantée à l'extérieur du village, soit à 360 m des habitations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD10 Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 10
Prescription contrôlée : Emplacement des équipements :Les niveaux de bruit peuvent être réduits comme suit: i. en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur (en installant l'équipement le plus loin possible des zones sensibles);

- ii. en réduisant le plus possible la longueur des tuyaux de distribution de l'alimentation;
- iii. en choisissant l'emplacement des bennes et silos contenant l'alimentation de façon à limiter le plus possible le déplacement des véhicules au sein de l'installation d'élevage. Dans le cas des unités existantes, le déplacement des équipements peut être limité par le manque d'espace ou par des coûts excessifs.

Mesures opérationnelles : Il s'agit notamment des mesures suivantes:

- i. fermeture des portes et principaux accès du bâtiment, en particulier lors de l'alimentation des animaux, si possible;
- ii. utilisation des équipements par du personnel expérimenté;
- iii. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit et le week-end, si possible;
- iv. précautions pour éviter le bruit pendant les opérations d'entretien.
- v. utiliser les convoyeurs et les auges à pleine charge, si possible;
- vi. limiter le plus possible la taille des zones de plein air racless afin de réduire le bruit des tracteurs racleurs. Applicable d'une manière générale.

Constats :

Toutes les portes sont maintenues fermées.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter le déplacement des véhicules au sein de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 13

Prescription contrôlée :

Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage/l'unité et les zones sensibles.

Constats :

L'installation est implantée à 360 m des habitations les plus proches.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD13 Éviter ou réduire les odeurs et leurs conséquences

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 13

Prescription contrôlée :

Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes:

- augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation

Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage:

- 1. Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage;
- + Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage:
- 2. Choisir l'emplacement du réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ou prendre des mesures pour réduire la vitesse du vent autour et au-dessus du réservoir (par exemple, arbres, obstacles naturels);

Constats :

Tous les ouvrages de stockage sont couverts : le lisier est d'abord stocké dans les fosses sous caillebotis pour être transféré par canalisation vers la fosse extérieure couverte.

Le fumier est stocké sur une fumière couverte.

<p>Les ouvrages de stockage se trouvent à l'arrière des bâtiments. Le fumier est enfoui dans les 6 heures suivant l'épandage et un enfouisseur est utilisé pour l'épandage du lisier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : MTD14 Émissions atmosphériques NH₃, stockage effluents solides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 14</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides. + Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fumier de truies gestantes est stocké dans une fumière couverte implantée dans le prolongement du bâtiment.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 15</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar. + Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides. + Choisir une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fumier est stocké sur une fumière couverte et les jus sont canalisés vers la fosse extérieure couverte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 23</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'estimation de la réduction d'ammoniac suite à l'application des MTD sur l'installation est évaluée via GEREP. (Émissions de 15219 kg/an au lieu de 21049 pour un élevage standard)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 24
Prescription contrôlée : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.
Constats : Les quantités d'azote et phosphore sont calculées par un bilan se basant sur les quantités d'aliments, les performances animales et les teneurs des aliments pour chaque catégorie d'animal.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation
Prescription contrôlée : Les installations (bâtiments et annexes) sont implantées sur les parcelles référencées ZD 34, ZD 35, et ZD 36 du cadastre de la commune de Heuringhem conformément aux dossiers et plans joints à la demande d'autorisation transmise le 9 mars 2011 et complétée le 27 juin 2011.
Constats : Les installations sont implantées conformément au dossier d'autorisation
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier annexé à la demande d'autorisation déposés par l'exploitant en date du 27 juin 2011. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des éventuels arrêtés complémentaires à venir et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les 2 bâtiments ne sont pas intégralement construits, mais les parties construites et exploitées respectent les éléments figurant dans le dossier d'autorisation. Un projet de modification concernant le bâtiment des gestantes sur paille (aménagement intérieur et alimentation) est envisagé et sera déclaré à l'inspection à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Capacité et répartition

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5
Thème(s) : Élevage, Nature des activité
Prescription contrôlée : L'effectif maximum détenu sur l'exploitation en présence instantanée est de 4513.8 animaux-équivalents . <ul style="list-style-type: none"> • 313 reproducteurs (939 animaux-équivalents) • 42 cochettes non saillies (42 animaux-équivalents) • 664 porcelets en post sevrage (172.8 animaux-équivalents) • 3360 porcs charcutiers (3360 animaux-équivalents)
Constats : Actuellement, l'exploitation compte selon les déclarations de l'exploitante 280 repros et 1344 porcs à l'engrais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour conserver et entretenir les haies et plantations existantes. L'aménagement paysager du site est réalisé par la plantation de bouquets d'arbres et de haies constitués d'arbres et d'arbustes d'essences locales.
Constats : Des plantations ont été mises en place afin d'intégrer l'installation dans le paysage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 12-1

Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau

Prescription contrôlée :

La consommation maximale annuelle sera de 10810 m³ répartie de la façon suivante :

Type d'utilisation	Consommation (en m³)	Approvisionnement
Besoins élevage de porcs	10435	forage
nettoyage	375	Réserve d'eau de pluie

Constats :

Le site est alimenté en eau par un forage.

Des relevés de consommation d'eau sont réalisés tous les 3 mois. Pour 2023, la consommation annuelle a été de 5200 m³.

Les eaux pluviales ne sont actuellement pas utilisées pour le nettoyage. (voir point 20)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le relevé des volumes prélevé doit donc être réalisé mensuellement.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, **mensuellement si ce débit est inférieur**. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation (Article 18 de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux installations classées d'élevage soumises à autorisation).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 12-2

Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau

Prescription contrôlée :

la partie supérieure du forage est rendue étanche par cimentation sur toute la hauteur du tube plein,

- le sol est rendu étanche sur un rayon d'au moins 2 m autour du forage au moyen d'une dalle bétonnée (avec pente vers l'extérieur) et réalisée en continu et de façon étanche avec la cimentation de l'espace annulaire.
- Le sommet du tubage se situe à 50 cm au minimum au-dessus du sol. et en zone non inondable.
- Un capot de fermeture étanche ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage.
- En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage souterrain est interdit par un cadenas ou tout autre dispositif de sécurité.
- Le forage est identifié par une plaque mentionnant sa position géographique (Coordonnées Lambert),

Constats :

Le site est clôturé en permanence empêchant ainsi tout accès au forage.

Le forage a été réceptionné le 17 janvier 2017 et est identifié au BRGM (BSS002PZUIE/X), mais la plaque mentionnant la position géographique n'a pas mise en place au niveau du forage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitante doit mettre en place une plaque mentionnant les coordonnées du forage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 19 : Eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau

Prescription contrôlée :

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage.

Constats :

Les eaux de nettoyage sont récupérées directement dans les fosses sous caillebotis et transférées par canalisation vers la fosse extérieure avec le lisier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les eaux de pluie provenant des toitures ne soient en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice Le cas échéant, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent puis soit rejetées dans le réseau milieu naturel (fossé), soit dirigées vers la réserve incendie 120 m ³ , soit stockées vers le bassin tampon (250m ³) en vue d'une utilisation ultérieure (nettoyage des locaux.)
Constats : Il n'a pas été constaté sur le site d'écoulements ou de mélanges d'eaux pluviales avec les effluents. Les eaux pluviales sont récupérées mais ne sont actuellement pas reprises pour le nettoyage des bâtiments; des analyses sont en cours de réalisation par l'organisme de génétique avec lequel l'élevage est affilié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de stockage des lisiers et effluents liquides à construire sont conformes aux points I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les justificatifs attestant de la conformité de la réalisation de l'ouvrage avec les dispositions du présent alinéa. Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les ouvrages de stockage sont couverts et dotés de dispositifs de contrôle de l'étanchéité. La capacité de stockage des lisiers produits par l'élevage porcin est de 3878, 46 m ³ utiles ce qui représente une durée de stockage de 6,4 mois. La capacité de stockage de la fumière destinée au stockage des effluents solides produits par l'élevage porcin est de 160 m ² , ce qui représente une durée de stockage de 6 mois.
Constats : Tous les ouvrages de stockage sont couverts et disposent des capacités nécessaires pour empêcher tout déversement dans le milieu naturel. Des drains et regards sont existants et sont contrôlés tous les 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Traitements des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 21
Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau
Prescription contrôlée : Les effluents de l'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions des articles 21.1, 21.2, 21.3, 21.4, 21.5, 21.6, 21.7 et 21.8 du présent arrêté. L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des effluents produits sur les parcelles, dont le plan figure en annexe du dossier mentionné à l'article 3 du présent arrêté et sous réserve des dispositions du présent article

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.
Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Constats :

Les effluents sont traités par épandage sur les parcelles mises à disposition.
L'installation n'étant pas exploitée au maximum de sa capacité, seul un préteur de terres sur les 3 prévus reprend actuellement les effluents pour épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Mise à disposition de terres d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 21-7

Thème(s) : Élevage, Protection de l'eau

Prescription contrôlée :

Un contrat lie le producteur d'effluents d'élevage à chacun des exploitants qui mettent leurs parcelles à dispositions de l'installation classée afin de valoriser les effluents qu'elle produit.
Ce contrat définit les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Il fixe également :

- Les traitements éventuels effectués,
- Les teneurs maximales en éléments indésirables et fertilisants,
- Les modes d'épandages,
- La quantité épandue,
- Les interdictions d'épandage,
- La nature des informations devant figurer au cahier d'épandage, La fréquence des analyses des sols et des effluents.

Des bons d'enlèvement doivent être remis au bénéficiaire après chaque opération de transfert d'effluents. Ces bons seront annexés au cahier d'épandage prévu à l'article 29 du présent arrêté

Constats :

Les effluents sont depuis la mise en service de l'installation repris par l'EARL Chevalier .
Des bons sont remis au préteur de terre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Nettoyage et désinfection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 22-1

Thème(s) : Élevage, Hygiène générale

Prescription contrôlée :

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.
Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.
Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection sont stockés dans les conditions prévues à l'article 20 du présent arrêté.

Constats :

L'installaltion est maintenue en parfait état d'entretien. les produits sont stockés de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 22-1
Thème(s) : Élevage, Hygiène générale
Prescription contrôlée : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention. Les factures d'achat des produits de dératisation et de désinsectisation ou le contrat passé avec une société spécialisée sont conservées à disposition de l'inspection des installations classées. Les produits de traitement utilisés dans ces opérations sont stockés dans des conditions prévues à l'article 20 du présent arrêté.
Constats : L'exploitante procède elle même aux opérations de piégeages des rongeurs selon un plan de dératisation établi et tenu à jour où sont indiqués les emplacements des pièges, les moyens et les fréquences d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Hygiène générale
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (porcelets) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur et de façon à ce qu'ils ne présentent aucun risque de pollution pour le milieu : ils seront stockés sur la fumière et recouverts d'une cloche à cadavres ou tout dispositif équivalent.. Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.
Constats : Les cadavres de porcelets sont stockés dans un congélateur dans l'attente de leur reprise par l'équarrisseur, puis dans un bac juste avant le passage de l'équarrisseur. Les cadavres de porcs de plus grande taille sont déposés sur la fumière avant enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 27 : Installations techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état.
Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un organisme compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.
Dans le cas où l'exploitant emploierait du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Constats :

Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé le 30 août 2019 et fait mention de non-conformités suite aux travaux réalisés par un professionnel lors de la mise en service de l'installation (procédure en cours).
L'exploitante attend le retour de ce professionnel pour faire réaliser un nouveau contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès réalisation des travaux et réalisation d'un nouveau contrôle par la SOCOTEC, l'exploitante doit faire parvenir à l'inspection le nouveau rapport de contrôle.
A noter que depuis la parution de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation, le contrôle peut être réalisé par un professionnel (L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et **vérifiées par un professionnel** tous les cinq ans ou **tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires**).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 27-2

Thème(s) : Élevage, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

La défense extérieure du site contre l'incendie est Assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les Sapeurs-Pompiers puissent disposer durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de 90 m³/heure, soit un **volume total de 180 m³ d'eau**, dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.

Cette prescription sera réalisée par :

Une réserve incendie de 180 m³ réalisée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Cette réserve sera accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN, implantée à plus de 30 mètres des bâtiments.

Auprès de cette réserve, il est aménagé :

Une plateforme d'aspiration de 32 m² (4 m x 8 m) minimum, accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN.

Celle-ci comprend :

Un puisard d'aspiration de diamètre Ø 800 mm minimum avec carré de manœuvre, vanne d'ouverture/fermeture et système de vidange des eaux. Ce puisard aura une contenance minimum de 2 m³.

Cet ouvrage devra faire l'objet d'une réception par le SDIS. Une copie du rapport établi par le SDIS sera tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Une réserve incendie est mise en place à l'entrée du site. Elle a été réceptionnée et est régulièrement contrôlée par le SDIS.
Elle est clôturée pour empêcher tout risque de chute.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Moyens de secours :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 27-6

Thème(s) : Élevage, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit

- Disposer des extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils sont judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles.
- Répartir de manière judicieuse des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum ou, en cas de risque électrique, à poudre de 6 kg, pour 200m² de plancher avec au minimum un appareil par niveau. Les extincteurs à poudre peuvent être remplacés, le cas échéant, par des extincteurs à dioxyde de carbone de capacité équivalente.
- Doter les locaux présentant des risques particuliers d'incendie d'au moins un extincteur approprié au risque
- Ces moyens de secours feront l'objet de contrôle et vérification périodique.
- Former le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre

Constats :

Des extincteurs sont mis en place sur l'installation et répartis de manière judicieuse.
Ils sont contrôlés tous les ans (dernier contrôle en date du 6 août 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Analyses des effluents produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 30

Thème(s) : Élevage, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Afin de définir précisément la valeur agronomique des lisiers produits par l'élevage, des analyses de ces effluents sont effectuées 2 fois par an préalablement aux périodes d'épandage de printemps et d'automne.
Les compte-rendus d'analyses sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Depuis la mise en service de l'installation, des analyses ont été réalisées le 20 août 2020 et 28 juin 2022 pour le lisier et le 2 février 2018 pour le fumier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une nouvelle analyse de lisier sera réalisée.
Les compte-rendus de ces analyses seront transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 31 : Contrôle du forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 32-2
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Une analyse de type "R" est effectuée avant la mise en service du forage puis au moins 2 fois par an.
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées en 2017 lors de la mise en service du forage, puis en 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une nouvelle analyse sera réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 32 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, la masse annuelle des émissions de polluants à l'exception des effluents épandus sur les sols, à fin de valorisation ou d'élimination.
Constats : La déclaration des émissions polluantes pour l'année 2023 a été réalisée sur l'application GEREP en 2024 et validée.
Type de suites proposées : Sans suite